

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

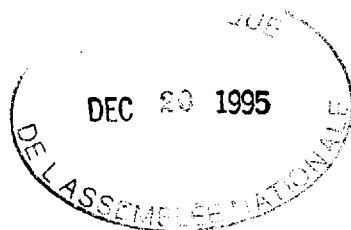
TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n° 127

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités

Présentation

**Présenté par
M. Guy Chevrette
Ministre des Affaires municipales**



**Éditeur officiel du Québec
1995**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise à supprimer ou restreindre plusieurs contraintes que les lois municipales générales et quelques lois sectorielles imposent aux élus et aux administrateurs municipaux. De plus, ce projet de loi étend divers domaines de compétence des municipalités.

Ce projet de loi modifie la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec, notamment afin de permettre au conseil d'une municipalité de prendre certaines décisions à caractère administratif par résolution plutôt que par règlement, telles les décisions en matière d'établissement ou de modification de régimes de retraite pour les fonctionnaires municipaux. À cet égard, le projet de loi habilite les municipalités à permettre la participation des employés d'organismes municipaux et supramunicipaux aux régimes de retraite et aux régimes d'assurance de leurs fonctionnaires. Également, le projet de loi prévoit que les décisions du conseil relatives aux ententes intermunicipales et à l'adoption des budgets peuvent être prises par résolution.

Ce projet de loi contient, de plus, de nouvelles dispositions qui protègent les élus et les fonctionnaires municipaux dans les cas où des poursuites judiciaires sont dirigées contre eux.

Le projet de loi apporte également aux deux lois municipales générales d'autres changements de nature administrative en ce qui concerne le pouvoir du conseil de déléguer à ses cadres supérieurs la responsabilité d'engager certains fonctionnaires, le droit accordé aux municipalités d'exiger du responsable la réparation d'un dégât environnemental fait au domaine public municipal, la dispense faite aux municipalités de transmettre au ministre des Affaires municipales une résolution qui modifie un règlement d'emprunt, le pouvoir accordé au ministre de dispenser, aux conditions qu'il détermine, une municipalité de la procédure des soumissions à l'égard d'un contrat, le droit d'une municipalité de publier un appel d'offres public relatif à un contrat de construction de 100 000 \$ et

plus à la fois dans un système électronique d'appel d'offres et dans tout journal diffusé sur le territoire de la municipalité ainsi que le pouvoir d'une municipalité de réserver en bordure d'une voie publique des espaces de stationnement aux détenteurs de vignettes spécifiques.

De plus, ce projet de loi habilite les municipalités à conclure avec le gouvernement des ententes en vertu desquelles elles peuvent, à titre d'expériences-pilotes, prendre en charge certaines activités et responsabilités normalement dévolues au gouvernement ou à l'un de ses ministres ou organismes.

Par ailleurs, en plus d'alléger diverses contraintes en matière d'aménagement et d'urbanisme, entre autres, en supprimant la transmission de documents à la Commission municipale du Québec, ce projet de loi révisé plusieurs règles de ce secteur du droit municipal, notamment dans les domaines suivants: la publication de divers avis ou d'ordonnances, la tenue d'assemblées publiques par les conseils municipaux, la procédure de modification des règlements d'urbanisme et certains pouvoirs réglementaires du gouvernement.

Ce projet de loi, de plus, restreint les motifs pour lesquels le gouvernement peut décréter des zones d'intervention spéciale sur le territoire du Québec. Il instaure une nouvelle procédure d'approbation des personnes habiles à voter applicable aux modifications des règlements d'urbanisme qui remplace l'actuelle procédure d'approbation automatique. Enfin, ce projet de loi remplace les dispositions qui concernent le régime actuel des contrôles intérimaires par une nouvelle mesure intérimaire à l'échelle régionale ou locale.

Ce projet de loi élabore également de nouvelles règles relativement à l'implantation et à l'administration des parcs industriels en vertu de la Loi sur les immeubles industriels municipaux. Il permet notamment à des municipalités locales de conclure une entente créant une régie intermunicipale pour exercer les pouvoirs prévus dans cette loi.

Enfin, ce projet de loi apporte dans la Loi sur le traitement des élus municipaux les dispositions requises pour la rendre applicable aux municipalités régionales de comté et modifie divers principes de cette loi.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET :

- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1);
- Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);
- Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1);
- Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q., chapitre I-0.1);
- Loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q., chapitre T-11.001);
- Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102).

Projet de loi n° 127

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

1. L'article 28 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), modifié par l'article 1 du chapitre 34 des lois de 1995, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphe 2.2° du paragraphe 1 par le suivant:

«2.2° Louer ses biens;».

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 29.1, des suivants:

«**29.1.1** Toute municipalité peut conclure avec le gouvernement une entente en vertu de laquelle elle se voit confier la prise en charge, à titre d'expérience-pilote, de responsabilités que définit l'entente et qu'une loi ou un règlement attribue au gouvernement ou à l'un de ses ministres ou organismes.

«**29.1.2** L'entente doit indiquer les conditions d'exercice de la responsabilité qui en fait l'objet et sa durée et prévoir, le cas échéant, la possibilité qu'elle soit renouvelée ainsi que les règles relatives au financement requis pour sa mise en application.

«**29.1.3** Une municipalité peut se grouper avec toute autre municipalité, avec toute municipalité régionale de comté ou avec toute communauté urbaine pour conclure avec le gouvernement une entente prévue à l'article 29.1.1.

«**29.1.4** Une entente conclue en vertu de l'article 29.1.1 prévaut sur toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou de tout règlement pris en vertu d'une telle loi.

«**29.1.5** Les articles 29.1.1 à 29.1.4 s'appliquent à toute municipalité régie par la présente loi, ainsi qu'à la Ville de Montréal et à la Ville de Québec.».

3. L'article 29.9.2 de cette loi, modifié par l'article 8 du chapitre 34 des lois de 1995, est de nouveau modifié par l'insertion, après le premier alinéa, des suivants:

«La partie responsable de l'exécution d'une entente mentionnée au premier alinéa peut également, par entente, déléguer cette exécution à un organisme à but non lucratif dont l'activité principale consiste à gérer l'approvisionnement regroupé en biens ou services pour le compte d'établissements publics au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (L.R.Q., chapitre S-5), de commissions scolaires, d'établissements d'enseignement ou d'organismes à but non lucratif.

Le ministre des Affaires municipales peut dispenser de l'application des règles d'adjudication des contrats par une municipalité l'exécution des contrats déléguée conformément au premier alinéa.».

4. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 71, du suivant:

«**71.1** Le conseil peut déléguer, aux conditions déterminées par résolution, à toute personne visée au paragraphe *a* du deuxième alinéa de l'article 71 le pouvoir d'engager des fonctionnaires ou employés autres que ceux qui sont visés au deuxième alinéa de l'article 71.».

5. Les articles 74 et 75 de cette loi ainsi que la formule I intitulée «Serment d'office» sont abrogés.

6. L'article 84 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

7. L'article 108 de cette loi, modifié par l'article 12 du chapitre 34 des lois de 1995, est de nouveau modifié par la suppression du deuxième alinéa.

8. L'article 414 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 6° du premier alinéa par le suivant :

« 6° Pour réglementer les salles de danse publiques ; ».

9. L'article 415 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 30.1°, du suivant :

« 30.2° Pour accorder à certains groupes ou catégories de personnes le droit exclusif de stationner leur véhicule sur la chaussée de certaines rues aux conditions énoncées dans le règlement et à la condition que les dispositions applicables soient indiquées au moyen d'une signalisation appropriée ; ».

10. L'article 458.26 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **458.26** Le conseil peut garantir les emprunts effectués par la société. Les deuxième et troisième alinéas du paragraphe 3 de l'article 28 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'égard de cette garantie. ».

11. L'article 463 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe 4°, du suivant :

« 5° Pour obliger toute personne qui souille le domaine public à effectuer le nettoyage dont le règlement prescrit les modalités et pour décréter, qu'en cas de contravention au règlement, elle doit payer, en plus de l'amende, le coût du nettoyage effectué par la municipalité. ».

12. L'article 464 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du troisième alinéa du paragraphe 8° du premier alinéa par le suivant :

« Le conseil, sur demande de tout organisme mandataire de la municipalité ou de tout organisme supramunicipal au sens de l'article 18 de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3), dont le territoire comprend celui de la municipalité, formulée par résolution approuvée par la majorité des employés de l'organisme, peut inclure dans le champ d'application d'un règlement visé au premier alinéa les employés de cet organisme. L'organisme retient sur le salaire ou le traitement de ses employés leur part contributive au fonds de pension de retraite et la verse à la municipalité en même temps que sa part contributive. Le règlement

par lequel le conseil intègre les employés d'un organisme doit prévoir les modalités de cette intégration. » ;

2° par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 10° du premier alinéa par le suivant :

« Le conseil, sur demande de tout organisme mandataire de la municipalité ou de tout organisme supramunicipal au sens de l'article 18 de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3), dont le territoire comprend celui de la municipalité, formulée par résolution, peut inclure dans le champ d'application d'un règlement visé au premier alinéa les employés de cet organisme. L'organisme retient sur le salaire ou le traitement de ses employés leur part contributive au coût de la prime et la verse à la municipalité en même temps que sa part contributive. Le règlement par lequel le conseil intègre les employés d'un organisme doit prévoir les modalités de cette intégration. » ;

3° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, de « au paragraphe 10° » par « aux paragraphes 8°, 10° et 11° ».

13. L'article 468 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « , par règlement, » ;

2° par la suppression des quatrième, cinquième, sixième et septième alinéas.

14. L'article 468.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, du mot « règlements » par le mot « résolutions ».

15. L'article 468.26 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants :

« **468.26** Le conseil d'administration peut, par règlement, établir la rémunération de son président et de ses autres membres. Cette rémunération peut être fixée sur une base annuelle, mensuelle ou hebdomadaire, en fonction de la présence du membre aux réunions du conseil d'administration ou en combinant ce dernier mode avec un des trois autres.

Les membres du conseil d'administration peuvent également se faire rembourser les dépenses réellement encourues pour le compte

de la régie, pourvu qu'elles aient été autorisées au préalable par le conseil d'administration. Le remboursement est approuvé par le conseil d'administration sur présentation d'un état appuyé de pièces justificatives. ».

16. L'article 468.34 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot « règlement » par le mot « résolution ».

17. L'article 468.45 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « peut », des mots « , sous réserve des règles établies dans une entente visée à l'article 13.1 de la Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q., chapitre I-0.1) ».

18. L'article 478.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, de « n'excédant pas 10 \$ » par les mots « , dont le montant est fixé par règlement du conseil, ».

19. L'article 481 de cette loi est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes du cinquième alinéa, de « n'excédant pas 5 %, ».

20. L'article 484 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le dépôt d'une demande en justice en recouvrement de taxes sur un immeuble, fait avant l'expiration du délai prévu au premier alinéa et signifié à une personne visée au premier alinéa de l'article 498 dans les soixante jours qui suivent l'expiration de ce délai, interrompt la prescription à l'égard de toute personne visée au premier alinéa de cet article. ».

21. L'article 513 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« L'avis peut faire une énumération abrégée des numéros cadastraux consécutifs relatifs à des immeubles qui appartiennent à un même propriétaire. ».

22. L'article 564 de cette loi est modifié par la suppression du troisième alinéa.

23. L'article 573 de cette loi, modifié par l'article 23 du chapitre 34 des lois de 1995, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa du paragraphe 1 par le suivant :

« Une demande de soumissions publiques relative à un contrat de construction comportant une dépense de 100 000 \$ et plus doit être publiée soit dans un quotidien diffusé principalement au Québec, soit dans un système électronique d'appel d'offres et dans un journal diffusé sur le territoire de la municipalité. ».

24. L'article 573.1.2 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « trois » par le mot « cinq » ;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « trois » par le mot « cinq ».

25. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 573.3, du suivant :

« **573.3.1** Le ministre des Affaires municipales peut, aux conditions qu'il détermine, permettre à une municipalité d'octroyer un contrat sans demander de soumissions. ».

26. L'article 573.4 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du numéro « 573.3 » par le numéro « 573.3.1 ».

27. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 604.5, de la section suivante :

« SECTION XIII.1

« PROTECTION JUDICIAIRE ET INDEMNITÉS EN FAVEUR DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL

« **604.6** Toute municipalité doit assumer la défense d'une personne qui est poursuivie devant un tribunal ou la représentation d'une personne qui est mise en cause dans une procédure intentée devant un tribunal pour un acte posé dans l'exercice de ses fonctions alors qu'elle était membre du conseil de la municipalité ou pour tout motif d'incapacité relié à son statut de membre du conseil ou lors d'une contestation d'élection.

Pour l'application de la présente section, le mot « tribunal » a le sens que lui donne l'article 56 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12).

« **604.7** La municipalité doit payer, le cas échéant, les dommages-intérêts résultant de l'acte fautif posé par le membre du

conseil qui se trouvait dans l'exercice de ses fonctions, sauf si ce dernier a commis une faute lourde, une faute intentionnelle ou une faute personnelle séparable de l'exercice de ses fonctions.

«**604.8** Toute municipalité doit assumer la défense d'une personne poursuivie devant un tribunal par un tiers ou la représentation d'une personne qui est mise en cause dans une procédure intentée devant un tribunal pour un acte posé dans l'exercice de ses fonctions de fonctionnaire ou employé de la municipalité.

«**604.9** La municipalité peut exiger de la personne dont elle a assumé la défense, dans le cas où elle a commis une faute lourde, une faute intentionnelle ou une faute personnelle séparable de ses fonctions de fonctionnaire ou d'employé ou de ses fonctions de membre du conseil, le remboursement de tout ou partie des sommes qu'elle a versées à cette fin à titre d'honoraires professionnels et de déboursés.

«**604.10** Dans le cas où une poursuite visée à l'article 604.6 est prise par la municipalité, l'article 604.7 ne s'applique pas et le tribunal doit déterminer la partie des dépenses que la municipalité assume.

«**604.11** Dans le cas où la poursuite visée à l'article 604.6 prise contre la personne qui était membre du conseil ou fonctionnaire ou employé lors de la commission d'un acte est de nature pénale, la municipalité n'assume le paiement des dépenses reliées à sa défense que si cette personne avait des motifs raisonnables de croire que sa conduite était conforme à la loi.

Dans tous les cas où la personne est libérée ou acquittée, la municipalité doit lui rembourser les dépenses reliées à sa défense.

«**604.12** Toute municipalité peut, par règlement, prévoir le paiement d'une indemnité à tout membre du conseil ou à tout fonctionnaire ou employé à la suite de préjudices matériels qu'il a subis dans l'exercice de ses fonctions ou en relation avec l'exercice de ses fonctions.

Le règlement doit préciser les circonstances qui donnent lieu au paiement d'une indemnité, le montant ou le mode de fixation de l'indemnité et le délai accordé pour produire une demande d'indemnité.

Le paiement d'une indemnité à la suite d'une demande doit faire l'objet d'une décision du conseil.

« **604.13** La présente section s'applique à toute municipalité régie par la présente loi, ainsi qu'à la Ville de Montréal et à la Ville de Québec. ».

CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC

28. L'article 6 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1), modifié par l'article 24 du chapitre 34 des lois de 1995, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant :

« 3° louer ses biens ; ».

29. L'article 8.1 de ce code, édicté par l'article 26 du chapitre 34 des lois de 1995, est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Une municipalité régionale de comté peut, de plus, fournir directement l'aide technique visée au premier alinéa en affectant toute personne à son emploi à des fonctions d'agent de développement économique. ».

30. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 10.4, des suivants :

« **10.5** Toute municipalité peut conclure avec le gouvernement une entente en vertu de laquelle elle se voit confier la prise en charge, à titre d'expérience-pilote, de responsabilités que définit l'entente et qu'une loi ou un règlement attribue au gouvernement ou à l'un de ses ministres ou organismes.

« **10.6** L'entente doit indiquer les conditions d'exercice de la responsabilité qui en fait l'objet et sa durée et prévoir, le cas échéant, la possibilité qu'elle soit renouvelée ainsi que les règles relatives au financement requis pour sa mise en application.

« **10.7** Une municipalité peut se grouper avec toute autre municipalité ou avec toute communauté urbaine pour conclure avec le gouvernement une entente prévue à l'article 10.5.

« **10.8** Une entente conclue en vertu de l'article 10.5 prévaut sur toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou de tout règlement pris en vertu d'une telle loi. ».

31. L'article 14.7.2 de ce code, modifié par l'article 32 du chapitre 34 des lois de 1995, est de nouveau modifié par l'insertion, après le premier alinéa, des suivants :

« La partie responsable de l'exécution d'une entente mentionnée au premier alinéa peut également, par entente, déléguer cette exécution à un organisme à but non lucratif dont l'activité principale consiste à gérer l'approvisionnement regroupé en biens ou services pour le compte d'établissements publics au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2) ou au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (L.R.Q., chapitre S-5), de commissions scolaires, d'établissements d'enseignement ou d'organismes à but non lucratif.

Le ministre des Affaires municipales peut dispenser de l'application des règles d'adjudication des contrats par une municipalité l'exécution des contrats déléguée conformément au premier alinéa. ».

32. L'article 165 de ce code est modifié par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « nomination », des mots « , fixation de traitement ».

33. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 165, du suivant :

« **165.1** Le conseil peut déléguer, aux conditions déterminées par résolution, au secrétaire-trésorier ou à tout officier qui n'est pas un salarié au sens du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) le pouvoir d'engager des officiers autres que ceux qui ne sont pas des salariés au sens du Code du travail. ».

34. L'article 167 de ce code est abrogé.

35. L'article 178 de ce code est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

36. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 203, du suivant :

« **203.1** Le conseil peut adopter tout règlement relatif à l'administration des finances de la municipalité et déterminer par qui et suivant quelles formalités doivent être faits les paiements à même les fonds de la municipalité. ».

37. L'article 204 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « Le » par « À moins qu'il n'en soit autrement prévu dans un règlement adopté en vertu de l'article 203.1, le ».

38. L'article 441 de ce code est abrogé.

39. L'article 491 de ce code est modifié par la suppression du paragraphe 4°.

40. L'article 546 de ce code est modifié par l'addition, après le paragraphe 5°, du suivant :

« 6° pour obliger toute personne qui souille le domaine public à effectuer le nettoyage dont le règlement prescrit les modalités et pour décréter, qu'en cas de contravention au règlement, elle doit payer, en plus de l'amende, le coût du nettoyage effectué par la municipalité. ».

41. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 563, des suivants :

« **563.1** Toute municipalité peut suspendre le service de l'eau à une personne qui fait défaut de payer la taxe de l'eau ou la compensation pour l'eau dans les 30 jours qui suivent l'envoi d'un avis écrit, transmis par courrier recommandé ou certifié, l'informant de son défaut.

« **563.2** Toute municipalité peut suspendre le service de l'eau à une personne qui utilise cette eau de façon abusive ou dont les installations sont la cause d'un gaspillage de l'eau ou d'une détérioration de la qualité de l'eau.

La suspension du service de l'eau doit être précédée de l'envoi au propriétaire de l'immeuble desservi, au moins 10 jours avant la date de la suspension du service, d'un avis dénonçant le problème et indiquant les mesures correctives à prendre.

L'avis doit être transmis par courrier recommandé ou certifié.

« **563.3** La taxe de l'eau ou la compensation pour l'eau imposée par la municipalité demeure payable malgré la suspension du service de l'eau en vertu des articles 563.1 et 563.2. ».

42. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 566.2, du suivant :

« **566.3** Toute municipalité peut, par règlement, accorder à certains groupes ou catégories de personnes le droit exclusif de stationner leur véhicule sur la chaussée de certaines rues aux

conditions énoncées dans le règlement et à la condition que les dispositions applicables soient indiquées au moyen d'une signalisation appropriée. ».

43. L'article 569 de ce code est modifié :

1° par la suppression, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « , par règlement, » ;

2° par la suppression des quatrième, cinquième, sixième et septième alinéas.

44. L'article 570 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, du mot « règlements » par le mot « résolutions ».

45. L'article 595 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants :

« **595.** Le conseil d'administration peut, par règlement, établir la rémunération de son président et de ses autres membres. Cette rémunération peut être fixée sur une base annuelle, mensuelle ou hebdomadaire, en fonction de la présence du membre aux réunions du conseil d'administration ou en combinant ce dernier mode avec un des trois autres.

Les membres du conseil d'administration peuvent également se faire rembourser les dépenses réellement encourues pour le compte de la régie, pourvu qu'elles aient été autorisées au préalable par le conseil d'administration. Le remboursement est approuvé par le conseil d'administration sur présentation d'un état appuyé de pièces justificatives. ».

46. L'article 603 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, du mot « règlement » par le mot « résolution ».

47. L'article 614 de ce code est modifié par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « peut », des mots « , sous réserve des règles établies dans une entente visée à l'article 13.1 de la Loi sur les immeubles industriels municipaux ».

48. L'article 659 de ce code est remplacé par le suivant :

« **659.** Le conseil peut garantir les emprunts effectués par la société. Les deuxième et troisième alinéas de l'article 9 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à l'égard de cette garantie. ».

49. Ce code est modifié par le remplacement de l'article 705 par le suivant :

« **705.** Le conseil, sur demande de tout organisme mandataire de la municipalité ou de tout organisme supramunicipal au sens de l'article 18 de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3), dont le territoire comprend celui de la municipalité, formulée par résolution approuvée par la majorité des employés de l'organisme, peut inclure dans le champ d'application d'un règlement visé à l'article 704 les employés de cet organisme. L'organisme retient sur le salaire ou le traitement de ses employés leur part contributive au fonds de pension de retraite et la verse à la municipalité en même temps que sa part contributive. Le règlement par lequel le conseil intègre les employés d'un organisme doit prévoir les modalités de cette intégration. ».

50. L'article 708 de ce code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Le conseil, sur demande de tout organisme mandataire de la municipalité ou de tout organisme supramunicipal au sens de l'article 18 de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3), dont le territoire comprend celui de la municipalité, formulée par résolution, peut inclure dans le champ d'application d'un règlement visé au premier alinéa les employés de cet organisme. L'organisme retient sur le salaire ou le traitement de ses employés leur part contributive au coût de la prime et la verse à la municipalité en même temps que sa part contributive. Le règlement par lequel le conseil intègre les employés d'un organisme doit prévoir les modalités de cette intégration. ».

51. L'article 711.1 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, de « à l'article 708 » par « aux articles 704 et 708 à 710 ».

52. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 711.19, du titre suivant :

« TITRE XVIII.2

« PROTECTION JUDICIAIRE ET INDEMNITÉS EN FAVEUR
DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS ET
DES MEMBRES DU CONSEIL

« **711.20** Toute municipalité doit assumer la défense d'une personne qui est poursuivie devant un tribunal ou la représentation d'une personne qui est mise en cause dans une procédure intentée devant un tribunal pour un acte posé dans l'exercice de ses fonctions alors qu'elle était membre du conseil de la municipalité ou pour tout motif d'incapacité relié à son statut de membre du conseil ou lors d'une contestation d'élection.

Pour l'application du présent code, le mot « tribunal » a le sens que lui donne l'article 56 de la Charte des droits et libertés de la personne (L.R.Q., chapitre C-12).

« **711.21** La municipalité doit payer, le cas échéant, les dommages-intérêts résultant de l'acte fautif posé par le membre du conseil qui se trouvait dans l'exercice de ses fonctions, sauf si ce dernier a commis une faute lourde, une faute intentionnelle ou une faute personnelle séparable de l'exercice de ses fonctions.

« **711.22** Toute municipalité doit assumer la défense d'une personne poursuivie devant un tribunal par un tiers ou la représentation d'une personne qui est mise en cause dans une procédure intentée devant un tribunal pour un acte posé dans l'exercice de ses fonctions de fonctionnaire ou employé de la municipalité.

« **711.23** La municipalité peut exiger de la personne dont elle a assumé la défense, dans le cas où elle a commis une faute lourde, une faute intentionnelle ou une faute personnelle séparable de ses fonctions de fonctionnaire ou d'employé ou de ses fonctions de membre du conseil, le remboursement de tout ou partie des sommes qu'elle a versées à cette fin à titre d'honoraires professionnels et de déboursés.

« **711.24** Dans le cas où une poursuite visée à l'article 711.20 est prise par la municipalité, l'article 711.21 ne s'applique pas et le tribunal doit déterminer la partie des dépenses que la municipalité assume.

« **711.25** Dans le cas où la poursuite visée à l'article 711.20 prise contre la personne qui était membre du conseil ou fonctionnaire ou employé lors de la commission d'un acte est de nature pénale, la

municipalité n'assume le paiement des dépenses reliées à sa défense que si cette personne avait des motifs raisonnables de croire que sa conduite était conforme à la loi.

Dans tous les cas où la personne est libérée ou acquittée, la municipalité doit lui rembourser les dépenses reliées à sa défense.

« **711.26** Toute municipalité peut, par règlement, prévoir le paiement d'une indemnité à tout membre du conseil ou à tout fonctionnaire ou employé à la suite de préjudices matériels qu'il a subis dans l'exercice de ses fonctions ou en relation avec l'exercice de ses fonctions.

Le règlement doit préciser les circonstances qui donnent lieu au paiement d'une indemnité, le montant ou le mode de fixation de l'indemnité et le délai accordé pour produire une demande d'indemnité.

Le paiement d'une indemnité à la suite d'une demande doit faire l'objet d'une décision du conseil. ».

53. L'article 739 de ce code est remplacé par le suivant :

« **739.** La municipalité peut, conformément au paragraphe 1.1° de l'article 6, aliéner, y compris à titre gratuit, l'assiette d'un chemin aboli ou le réaffecter à toute fin de sa compétence. ».

54. L'article 935 de ce code, modifié par l'article 41 du chapitre 34 des lois de 1995, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Une demande de soumissions publiques relative à un contrat de construction comportant une dépense de 100 000 \$ et plus doit être publiée soit dans un quotidien diffusé principalement au Québec, soit dans un système électronique d'appel d'offres et dans un journal diffusé sur le territoire de la municipalité. ».

55. L'article 936.2 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « trois » par le mot « cinq » ;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « trois » par le mot « cinq ».

56. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 938, du suivant :

« **938.1** Le ministre des Affaires municipales peut, aux conditions qu'il détermine, permettre à une municipalité d'octroyer un contrat sans demander de soumissions. ».

57. Les articles 945 à 947 de ce code sont abrogés.

58. Ce code est modifié par l'insertion, après l'intitulé du titre XXII et avant l'article 954, de l'article suivant :

« **953.1** Le conseil doit, au plus tard le 31 décembre de chaque année, adopter par résolution le programme des immobilisations de la municipalité pour les trois années financières subséquentes.

Le programme doit être divisé en phases annuelles. Il doit détailler, pour la période qui lui est coïncidente, l'objet, le montant et le mode de financement des dépenses en immobilisations que prévoit effectuer la municipalité et dont la période de financement excède douze mois.

Le conseil d'une municipalité à laquelle, selon la loi, est soumis le budget d'une société de transport doit aussi adopter le programme des immobilisations de cette société. Le cas échéant, le présent article s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, et les dispositions applicables à la procédure préalable à l'adoption du budget de cette société s'appliquent aussi, de la même manière, à la procédure préalable à l'adoption du programme de ses immobilisations, dans la mesure où ces dispositions sont compatibles avec celles du présent article. ».

59. L'article 955 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, des mots « et du dernier rapport du vérificateur » par « , du dernier rapport du vérificateur et du dernier programme triennal d'immobilisations » ;

2° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, de « et des orientations générales du prochain budget » par « des orientations générales du prochain budget et du prochain programme triennal d'immobilisations ».

60. L'article 956 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa et après le mot « budget », des mots « ou le programme triennal d'immobilisations » ;

2° par l'insertion, à la fin du deuxième alinéa et après le mot « budget », des mots « ou le programme triennal d'immobilisations ».

61. L'article 957 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « budget », des mots « ou le programme triennal d'immobilisations » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « de celui-ci » par les mots « du budget » ;

3° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « budget », des mots « ou le programme triennal ».

62. L'article 962.1 de ce code est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, de « n'excédant pas 10 \$ » par les mots « , dont le montant est fixé par règlement du conseil, ».

63. L'article 966 de ce code, modifié par l'article 44 du chapitre 34 des lois de 1995, est de nouveau modifié par la suppression du deuxième alinéa.

64. L'article 985 de ce code est modifié :

1° par la suppression de la deuxième phrase ;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le dépôt d'une demande en justice en recouvrement de taxes sur un immeuble, fait avant l'expiration du délai prévu au premier alinéa et signifié à une personne visée à l'article 982 dans les soixante jours qui suivent l'expiration de ce délai, interrompt la prescription à l'égard de toute personne visée par cet article. ».

65. L'article 1007 de ce code est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, de « n'excédant dans 5 % ».

66. L'article 1027 de ce code, modifié par l'article 46 du chapitre 34 des lois de 1995, est de nouveau modifié par le remplacement du sixième alinéa par le suivant :

« L'avis peut faire une énumération abrégée des numéros cadastraux consécutifs relatifs à des immeubles qui appartiennent à un même propriétaire. ».

67. L'article 1076 de ce code est modifié par la suppression du troisième alinéa.

68. L'article 1102 de ce code est abrogé.

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME

69. L'article 12 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du troisième alinéa, de « , aux municipalités régionales de comté adjacentes et à la Commission pour enregistrement » par « et aux municipalités régionales de comté adjacentes ».

70. L'article 15 de cette loi est modifié par la suppression, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, des mots « ; elle est aussi enregistrée à la Commission ».

71. L'article 16 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

72. L'article 18 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du troisième alinéa, des mots « , aux municipalités régionales de comté adjacentes et à la Commission pour enregistrement » par les mots « et aux municipalités régionales de comté adjacentes ».

73. L'article 25 de cette loi est modifié par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, des mots « ; elle est de plus enregistrée à la Commission ».

74. L'article 27 de cette loi est modifié par la suppression, dans la troisième ligne du troisième alinéa, des mots « ; elle est aussi enregistrée à la Commission ».

75. L'article 28 de cette loi est modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « ; elle est aussi enregistrée à la Commission ».

76. L'article 29 de cette loi est modifié par la suppression, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, des mots « ; elle est aussi enregistrée à la Commission ».

77. L'article 33 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les sixième et septième lignes du premier alinéa, des mots « , au conseil de la municipalité régionale de comté et à la Commission pour enregistrement » par les mots « et au conseil de la municipalité régionale de comté ».

78. L'article 34 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les cinquième, sixième et septième lignes du deuxième alinéa, des mots « , au conseil de la municipalité régionale de comté et à la Commission pour enregistrement » par les mots « et au conseil de la municipalité régionale de comté ».

79. L'article 37 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « par résolution » par les mots « au moyen d'une résolution accompagnée d'une copie certifiée conforme du plan ou du règlement concerné et ».

80. L'article 42 de cette loi est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes du troisième alinéa, des mots « et enregistrée à la Commission ».

81. L'article 44 de cette loi est modifié par la suppression, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots « et en transmet une copie à la Commission pour enregistrement ».

82. L'article 48 de cette loi est modifié par la suppression du troisième alinéa.

83. L'article 53.12 de cette loi est modifié par la suppression de la deuxième phrase du deuxième alinéa.

84. L'article 55 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du troisième alinéa, des mots « , à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission » par les mots « et à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu ».

85. L'article 56 de cette loi est abrogé.

86. L'article 56.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du deuxième alinéa, des mots « , à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission » par les mots « et à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu ».

87. L'article 56.3 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du deuxième alinéa, des mots « , à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission » par les mots « et à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu ».

88. L'article 56.4 de cette loi est modifié par la suppression du troisième alinéa.

89. L'article 56.6 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du troisième alinéa, des mots « , à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission, » par les mots « et à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu ».

90. L'article 56.13 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les cinquième, sixième et septième lignes du troisième alinéa, des mots « , à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu et, à des fins d'enregistrement, à la Commission » par les mots « et à chaque municipalité régionale de comté dont le territoire est contigu ».

91. L'article 56.14 de cette loi est modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du troisième alinéa, des mots « et, à des fins d'enregistrement, à la Commission ».

92. L'article 59.1 de cette loi est modifié par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, des mots « et, à des fins d'enregistrement, à la Commission ».

93. L'article 59.2 de cette loi est modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du troisième alinéa, des mots « et, à des fins d'enregistrement, à la Commission ».

94. L'article 59.3 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du deuxième alinéa et après le mot « demandé », des mots « , accompagnée du plan ou du règlement concerné ».

95. L'article 59.6 de cette loi est modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « transmet une copie certifiée conforme de la résolution, à des fins d'enregistrement, à la Commission et ».

96. L'article 59.7 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du troisième alinéa et après le mot « prévu », des mots « et peut demander et obtenir sans frais une copie certifiée conforme du plan ou du règlement concerné ».

97. Les articles 61 à 75 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **61.** Une municipalité régionale de comté qui est en processus de modification ou en période de révision de son schéma d'aménagement peut adopter un règlement de contrôle intérimaire. Préalablement à cette adoption, elle peut aussi adopter la résolution prévue à l'article 62.

« § 1. — *Les mesures de contrôle intérimaire établies
par résolution*

« **62.** Le conseil de la municipalité régionale de comté peut, par résolution et pour tout ou partie de son territoire, interdire, en tout ou en partie, les nouvelles utilisations du sol, les nouvelles constructions, les opérations cadastrales et les morcellements de lots faits par aliénation. Copie de cette résolution doit, dès son adoption, être transmise au ministre et aux municipalités dont le territoire fait partie de celui de la municipalité régionale de comté.

Cette résolution ne peut cependant avoir pour effet d'interdire les activités agricoles sur des terres en culture, l'implantation d'un service d'aqueduc ou d'égout dans une rue publique existante faite par la municipalité en exécution d'une ordonnance émise en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement, ou l'implantation d'un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications ou de câblodistribution.

Elle ne peut non plus avoir pour effet d'interdire les opérations cadastrales nécessitées par une déclaration de copropriété faite en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec ou par l'aliénation d'une partie de bâtiment requérant la partition du terrain sur lequel il est situé, ni les opérations cadastrales ou les morcellements faits pour permettre au gouvernement ou à l'un de ses ministères ou mandataires de construire une voie de circulation, ni les opérations cadastrales faites en vertu du deuxième alinéa de l'article 3043 du Code civil du Québec.

« **63.** Une résolution adoptée en vertu de l'article 62 peut prévoir les conditions pour lever les interdictions qu'elle édicte au moyen de la délivrance d'un permis par un fonctionnaire d'une municipalité locale à laquelle elle s'applique et qu'elle désigne.

Elle peut prévoir que l'interdiction d'ériger une nouvelle construction sera levée, notamment, lorsque la construction projetée a fait l'objet, avant son adoption, de toutes les autorisations requises par la municipalité et à la condition qu'elle débute dans les six mois de cette adoption, ou lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1° le terrain sur lequel doit être érigée la construction projetée, y compris ses dépendances, forme un ou plusieurs lots distincts aux plan et livre de renvoi qui sont conformes au règlement de lotissement de la municipalité ou qui, s'ils n'y sont pas conformes, sont protégés par des droits acquis ;

2° les services d'aqueduc et d'égout ayant fait l'objet d'une autorisation ou d'un permis délivré en vertu de la loi sont déjà installés dans la rue en bordure de laquelle la construction est projetée ou le règlement décrétant leur installation est en vigueur ;

3° le terrain sur lequel doit être érigée la construction projetée est adjacent à une rue publique.

La résolution peut aussi prévoir que l'interdiction d'effectuer une opération cadastrale sera levée, notamment, lorsque cette opération cadastrale a déjà fait l'objet, avant l'adoption de la résolution, de toutes les autorisations requises par la municipalité, s'il y a lieu, et à la condition qu'elle soit effectuée dans les six mois de cette adoption, ou lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1° les services d'aqueduc et d'égout sont, à la date de l'adoption de la résolution, déjà installés dans la rue en bordure de laquelle est situé le terrain à l'égard duquel l'opération cadastrale est projetée ;

2° ce terrain est adjacent à une rue publique.

«**64.** Une résolution adoptée en vertu de l'article 62 cesse d'avoir effet :

1° 90 jours après son adoption, si le règlement de contrôle intérimaire n'est pas adopté à cette date ;

2° le jour de l'entrée en vigueur du règlement de contrôle intérimaire ;

3° en tout temps, sur décision du conseil.

« § 2. — *Le règlement de contrôle intérimaire*

« **65.** Le règlement de contrôle intérimaire peut prévoir :

1° l'aire de son application ;

2° les interdictions visées à l'article 62 ;

3° les conditions pour lever les interdictions prévues au paragraphe 2° au moyen de la délivrance d'un permis par le fonctionnaire désigné par le conseil, que ces conditions soient ou non prévues à l'article 63 ;

4° les règles particulières en matière de zonage, de lotissement ou de construction et d'émission des permis et certificats requis, auquel cas les articles 113, 115, 116 et 118 à 122 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires ;

5° les modalités administratives de la délivrance des permis par le fonctionnaire désigné par le conseil de la municipalité régionale de comté, y compris, le cas échéant, la transmission à ce fonctionnaire des demandes de permis présentées au fonctionnaire désigné de la municipalité sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble visé à la demande.

Pour les fins de la délivrance d'un permis ou certificat visé au paragraphe 3° ou 4° du premier alinéa, le conseil de la municipalité régionale de comté peut désigner, pour le territoire d'une municipalité, un fonctionnaire de celle-ci. Pour que la désignation soit valide, le conseil de la municipalité régionale de comté doit obtenir le consentement du conseil de la municipalité.

« **66.** L'adoption du règlement requiert la majorité des voix des membres du conseil.

« **67.** Copie du règlement est, dès son adoption, transmise à chacune des municipalités dont le territoire fait partie de celui de la municipalité régionale de comté ainsi qu'au ministre. Le ministre doit en accuser réception ; le secrétaire-trésorier en fait alors état en marge du règlement au livre des délibérations.

Chaque municipalité doit rendre cette copie disponible pour consultation à son bureau.

« **68.** Dès l'adoption du règlement, le secrétaire-trésorier publie dans un journal diffusé sur le territoire de la municipalité régionale

de comté un avis indiquant qu'une copie du règlement est disponible pour consultation au bureau de chaque municipalité.

«**69.** Dans les 60 jours qui suivent la réception de la copie du règlement, le ministre doit donner son avis sur le règlement, eu égard aux orientations que le gouvernement, ses ministres, ses mandataires et les organismes publics poursuivent ou entendent poursuivre en matière d'aménagement sur le territoire de la municipalité régionale de comté, y compris le plan d'affectation prévu à l'article 21 de la Loi sur les terres du domaine public, et aux projets d'équipements, d'infrastructures et d'aménagement qu'ils entendent réaliser sur le territoire.

«**70.** Le règlement entre en vigueur le jour de la signification par le ministre à la municipalité régionale de comté d'un avis attestant que le règlement respecte les orientations et projets visés à l'article 69 ou, en l'absence d'avis, à l'expiration du délai prévu à cet article. Avis de son entrée en vigueur est publié par la municipalité régionale de comté dans un journal diffusé sur son territoire.

«**71.** Doit être motivé l'avis qui indique que la modification proposée ne respecte pas les orientations et projets visés à l'article 69. Le ministre peut alors, dans l'avis, demander à la municipalité régionale de comté de remplacer le règlement.

La résolution adoptée, le cas échéant, en vertu de l'article 62 cesse alors d'avoir effet :

1° 90 jours après la date de la signification de l'avis du ministre, si le règlement de remplacement n'est pas adopté à cette date ;

2° le jour de l'entrée en vigueur du règlement de remplacement en vertu de l'article 70 ;

3° le jour de l'avis du ministre, si celui-ci n'y demande pas de remplacer le règlement ;

4° en tout temps, sur décision du conseil.

«**72.** Les articles 66 à 71 s'appliquent à un règlement de remplacement adopté par la municipalité régionale de comté à la suite d'un avis visé à l'article 71.

«**73.** Le règlement peut en tout temps être abrogé par une résolution adoptée à la majorité des voix des membres du conseil.

Un règlement de contrôle intérimaire adopté dans le cadre du processus de modification du schéma et qui n'a pas été abrogé en vertu du premier alinéa demeure en vigueur, sur le territoire d'une municipalité, jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du dernier règlement de concordance que le conseil de la municipalité concernée doit adopter en vertu de l'article 58 pour tenir compte de la modification du schéma.

Un règlement de contrôle intérimaire adopté dans le cadre du processus de révision du schéma et qui n'a pas été abrogé en vertu du premier alinéa demeure en vigueur, sur le territoire d'une municipalité:

1° soit jusqu'à la date d'entrée en vigueur du dernier règlement de concordance que le conseil de la municipalité concernée doit adopter en vertu de l'article 59 pour tenir compte de la révision du schéma;

2° soit jusqu'à la date où tous les règlements de la municipalité concernée, parmi ceux visés à l'article 59.1, qui n'ont pas à être modifiés par un règlement de concordance pour tenir compte de la révision du schéma sont déterminés en vertu du quatrième alinéa de l'article 59.2 ou 59.4, si cette date est postérieure à celle visée au paragraphe 1° ou si aucun des règlements de la municipalité concernée, parmi ceux visés à l'article 59.1, n'a à être ainsi modifié.

« § 3. — *Effets du contrôle intérimaire*

« **74.** Aucun permis de construction ou de lotissement ni aucun certificat d'autorisation ou d'occupation ne peut être délivré en vertu d'un règlement d'une municipalité si l'activité faisant l'objet de la demande de permis ou de certificat n'a pas fait l'objet de toutes les autorisations requises par le règlement de contrôle intérimaire ou si elle est interdite par une résolution adoptée en vertu de l'article 62.

« **75.** Aucune opération cadastrale ne peut être faite à l'encontre d'une résolution ou d'un règlement adopté en vertu de l'article 61, ou sans la production par le fonctionnaire désigné par le conseil de la municipalité régionale de comté en vertu de l'article 65 d'un certificat attestant qu'il a délivré le permis requis par cet article.

« **75.1** Tant qu'un règlement ou une résolution adopté en vertu de l'article 61 reste en vigueur sur le territoire d'une municipalité, tout règlement ou toute résolution de cette municipalité ayant pour

objet l'exécution de travaux publics autres que des travaux de réfection, de correction ou de réparation d'immeubles en place doit être transmis dès son adoption à la municipalité régionale de comté. Celle-ci peut alors examiner l'opportunité des travaux eu égard aux mesures de contrôle intérimaire applicables sur le territoire de cette municipalité. ».

98. L'article 81 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, des mots « et à la Commission pour enregistrement » ;

2° par la suppression du cinquième alinéa.

99. L'article 82 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « ; elle est aussi transmise à la Commission pour enregistrement » ;

2° par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du troisième alinéa, des mots « et est également publiée dans un journal diffusé dans le territoire de la municipalité » ;

3° par la suppression, dans les première et deuxième lignes du quatrième alinéa, des mots « ; elle est publiée à la *Gazette officielle du Québec* avec avis de la date de son entrée en vigueur ».

100. L'article 86 de cette loi est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, des mots « et à la Commission, pour enregistrement ».

101. L'article 87 de cette loi est abrogé.

102. L'article 90 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « conseil municipal et présidée par le maire » par les mots « maire ou par un membre du conseil désigné par lui ».

103. L'article 91 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots « et à la Commission pour enregistrement ».

104. L'article 93 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « conseil municipal » par les mots « maire ou son représentant désigné en vertu de l'article 90 ».

105. L'article 102 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les septième et huitième lignes du premier alinéa, des mots « , et à la Commission pour enregistrement » ;

2° par le remplacement, dans les huitième, neuvième et dixième lignes du deuxième alinéa, de « , et à la Commission pour enregistrement, qu'il ait été ou non modifié ; l'approbation prévue aux articles 131 à 137 n'est pas requise dans le présent cas » par « ; les articles 130.8 à 137 ne s'appliquent pas à un règlement qui n'a pour objet que d'apporter de telles modifications ».

106. L'article 103 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa et après le mot « municipalité », des mots « ; elle peut obtenir sans frais de cette dernière une copie certifiée conforme du plan et du règlement concernés ».

107. L'article 109.1 de cette loi est modifié :

1° par la suppression du deuxième alinéa ;

2° par la suppression de la dernière phrase du troisième alinéa ;

3° par la suppression du quatrième alinéa.

108. L'article 109.2 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **109.2** Le projet de règlement est soumis à la consultation lors d'une assemblée publique tenue par le maire ou par un membre du conseil désigné par lui.

Le conseil fixe la date, l'heure et le lieu de l'assemblée ; il peut déléguer tout ou partie de ce pouvoir au greffier ou au secrétaire-trésorier de la municipalité. ».

109. L'article 109.4 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « conseil » par « maire ou son représentant désigné en vertu de l'article 109.2 ».

110. L'article 109.5 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

111. L'article 109.6 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du troisième alinéa, des mots « , à la municipalité régionale de comté et, à des fins d'enregistrement,

à la Commission » par les mots « et à la municipalité régionale de comté ».

112. Les articles 109.7 et 109.8 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **109.7** Dans les 120 jours qui suivent la transmission prévue à l'article 109.6, le conseil de la municipalité régionale de comté doit approuver les dispositions du règlement qui sont conformes aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire et désavouer celles qui n'y sont pas conformes.

Doit être motivée la résolution par laquelle le conseil de la municipalité régionale de comté désavoue, en tout ou en partie, le règlement.

Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution, le secrétaire-trésorier délivre un certificat de conformité à l'égard des dispositions qu'elle approuve et transmet une copie certifiée conforme du certificat et de la résolution à la municipalité.

« **109.8** Le conseil de la municipalité peut demander à la Commission un avis sur la conformité aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire des dispositions du règlement désavouées par le conseil de la municipalité régionale de comté ou du règlement dans son ensemble si ce dernier fait défaut de se prononcer dans le délai prévu à l'article 109.7.

Le greffier ou le secrétaire-trésorier de la municipalité signifie à la Commission et à la municipalité régionale de comté une copie certifiée conforme de la résolution par laquelle l'avis est demandé, accompagnée d'une copie certifiée conforme du règlement concerné.

Cette copie doit être reçue par la Commission dans les 15 jours de la transmission faite en vertu du troisième alinéa de l'article 109.7 ou, selon le cas, de l'expiration du délai prévu à cet article. ».

113. L'article 109.9 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « règlement », des mots « , en tout ou en partie, »;

2° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

« Le secrétaire-trésorier doit, le plus tôt possible après la réception de la copie de l'avis, délivrer un certificat de conformité à

l'égard des dispositions du règlement dont l'avis indique qu'elles sont conformes aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire et en transmettre une copie certifiée conforme à la municipalité. ».

114. L'article 109.12 de cette loi est modifié par la suppression, dans la quatrième ligne du troisième alinéa, des mots « et, à des fins d'enregistrement, à la Commission ».

115. L'article 110.1 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **110.1** Lorsqu'aucun schéma n'est en vigueur sur le territoire de la municipalité, le règlement entre en vigueur conformément à la loi qui régit la municipalité en cette matière. Toutefois, lorsqu'aucune mesure de contrôle intérimaire n'est en vigueur sur tout ou partie du territoire d'une telle municipalité, le règlement doit être approuvé par le conseil de la municipalité régionale de comté et entre en vigueur à la date de cette approbation. ».

116. L'article 110.6 de cette loi est modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « transmet une copie certifiée conforme de la résolution, à des fins d'enregistrement, à la Commission, et ».

117. L'article 110.7 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du troisième alinéa et après le mot « prévu », des mots « et peut demander et obtenir sans frais une copie certifiée conforme du plan et du règlement concernés ».

118. Les articles 111 à 112.1 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **111.** Une municipalité qui est en processus de modification de son plan d'urbanisme peut, pour son territoire, adopter la résolution visée à l'article 62 et le règlement visé à l'article 65. Les articles 63, 66, le premier alinéa de l'article 73, l'article 74 et l'article 75 sont alors applicables, compte tenu des adaptations nécessaires.

Toutefois, toute disposition d'une résolution ou d'un règlement adoptée par le conseil de la municipalité régionale de comté en vertu de l'article 61 prévaut, sur le territoire d'une municipalité, sur toute disposition incompatible d'une résolution ou d'un règlement adoptée par le conseil de cette municipalité en vertu du premier alinéa.

« **112.** Une résolution adoptée en vertu de l'article 111 cesse d'avoir effet :

1° 90 jours après son adoption, si le règlement de contrôle intérimaire n'est pas adopté à cette date;

2° le jour de l'entrée en vigueur du règlement de contrôle intérimaire; ou

3° en tout temps, sur décision du conseil.

« **112.1** Un règlement de contrôle intérimaire adopté par une municipalité en vertu du premier alinéa de l'article 111 et qui n'a pas été abrogé en vertu du premier alinéa de l'article 73 demeure en vigueur jusqu'à la plus tardive des dates suivantes :

1° la date de l'entrée en vigueur du dernier règlement de concordance que le conseil doit adopter en vertu de l'article 58, 59, 59.5 ou 110.4 pour tenir compte, selon le cas, de la modification ou de la révision du schéma ou de la modification du plan;

2° la date où sont déterminés, en vertu du quatrième alinéa des articles 59.2 ou 59.4, tous les règlements de la municipalité, parmi ceux visés à l'article 59.1, qui n'ont pas à être modifiés par un règlement de concordance pour tenir compte de la révision du schéma;

3° la date où tous les règlements de la municipalité, parmi ceux visés à l'article 110.4, qui n'ont pas à être modifiés par un règlement de concordance pour tenir compte de la modification du plan, deviennent, en vertu du premier ou du deuxième alinéa de l'article 110.9, réputés conformes au plan modifié. ».

119. L'article 113 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les huitième, neuvième et dixième lignes du paragraphe 5° du deuxième alinéa, des mots « l'architecture, la symétrie et l'apparence extérieure des constructions; le mode de groupement d'un ensemble de constructions sur un terrain; les matériaux de revêtement des constructions; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 5° du deuxième alinéa, du suivant :

« 5.1° régir, par zone ou secteur de zone, l'architecture, la symétrie et l'apparence extérieure des constructions, le mode de groupement d'un ensemble de constructions sur un terrain et les matériaux de revêtement des constructions; »;

3° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 13° du deuxième alinéa, des mots « l'usage, » ;

4° par l'insertion, après le paragraphe 13° du deuxième alinéa, du suivant :

« 13.1° régir ou restreindre, par zone, l'usage d'une construction ; ».

120. L'article 115 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la troisième ligne du paragraphe 1° du deuxième alinéa, des mots « et identifier le caractère public ou privé des voies de circulation » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe 1° du deuxième alinéa, du suivant :

« 1.0.1° identifier le caractère public ou privé des voies de circulation ; ».

121. L'article 119 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 2°, de « visée aux paragraphes 12°, 13° », par « ou tout usage visés aux paragraphes 12°, 13°, 13.1° » ;

2° par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe 6° de « , pourvu que ce tarif ne soit pas supérieur à celui fixé par le gouvernement en vertu du paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 241 ».

122. L'article 125 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « conseil et présidée par le maire » par les mots « maire ou par un membre du conseil désigné par lui ».

123. L'article 126 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de la phrase suivante : « Cet avis est également affiché au bureau de la municipalité. ».

124. L'article 127 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **127.** Lorsque le règlement affecte une zone ou un secteur de la municipalité, à l'exclusion de tous les autres ou de quelques autres,

l'avis doit, soit illustrer par croquis le périmètre de cette zone ou de ce secteur, soit le décrire sommairement par l'utilisation, autant que possible, du nom des voies de circulation. ».

125. L'article 128 de cette loi est abrogé.

126. L'article 129 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « maire », de « ou son représentant désigné en vertu de l'article 125 ».

127. L'intitulé de la sous-section 1.1 de la section V du chapitre IV de cette loi est remplacé par le suivant :

« § 2. — *Règlement modificateur* ».

128. L'article 130.1 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Toutefois, la présente sous-section ne s'applique pas à un règlement applicable uniquement à un territoire non organisé, adopté par une municipalité régionale de comté et n'ayant pas pour objet d'apporter une modification visée à l'article 130.8. ».

129. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 130.1, de l'intitulé suivant :

« § 2.1 — *Consultation publique* ».

130. L'article 130.3 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **130.3** Le projet de règlement est soumis à la consultation lors d'une assemblée publique tenue par le maire ou par un membre du conseil désigné par lui.

Le conseil fixe la date, l'heure et le lieu de l'assemblée; il peut déléguer tout ou partie de ce pouvoir au greffier ou au secrétaire-trésorier de la municipalité. ».

131. L'article 130.4 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « quinzisième » par le mot « septième »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants :

« L'avis doit mentionner le fait que le projet de règlement est disponible pour consultation au bureau de la municipalité.

À moins qu'il ne s'agisse d'un projet de règlement de concordance devant être adopté en vertu de l'article 58 ou 59, lorsque le projet concerne une zone ou un secteur, l'avis doit, soit illustrer par croquis le périmètre de cette zone ou de ce secteur, soit le décrire sommairement par l'utilisation, autant que possible, du nom des voies de circulation. ».

132. L'article 130.6 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **130.6** Au cours de l'assemblée publique, le maire, ou son représentant désigné en vertu de l'article 130.3, explique le projet de règlement et donne aux personnes et organismes présents l'occasion de se faire entendre. Le cas échéant, il les informe également de la possibilité de déposer, en vertu des articles 130.8 et suivants, des requêtes au conseil afin que certaines dispositions du projet soient soumises à l'approbation par personnes habiles à voter conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2), en leur précisant les dispositions du projet qui peuvent faire l'objet d'une telle requête. ».

133. L'article 130.7 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **130.7** Sous réserve de l'article 130.8, le conseil de la municipalité, après la tenue de l'assemblée publique, adopte, avec ou sans changement, le règlement. ».

134. La sous-section 2 de la section V du chapitre IV de cette loi est remplacée par la suivante :

« § 2.2 — *Approbation par les personnes habiles à voter*

« §§ 2.2.1 — *Requêtes en approbation*

« **130.8** Malgré l'article 130.7, doit faire l'objet d'un second projet de règlement tout projet adopté en vertu de l'article 130.2 dont l'une des dispositions a pour objet de modifier le règlement de zonage ou de lotissement de la municipalité en modifiant, remplaçant ou supprimant une disposition qui porte sur une matière prévue à l'un des paragraphes 1° à 5°, 6°, 10°, 11°, 13.1° et 16.1° à 22° du deuxième alinéa de l'article 113 ou sur une matière prévue à l'un des paragraphes 1°, 3° et 4.1° du deuxième alinéa de l'article 115.

Le premier alinéa ne s'applique pas à un projet dont on a retiré, depuis son adoption en vertu de l'article 130.2, toutes dispositions qui y sont visées; il ne s'applique pas non plus :

1° à un projet de règlement de concordance qui apporte une modification, en vertu des articles 58, 59 ou 110.4, uniquement pour tenir compte de la modification ou de la révision du schéma d'aménagement ou de la modification du plan d'urbanisme;

2° à un projet qui apporte une modification, à la suite d'une demande formulée en vertu de l'article 40, uniquement pour tenir compte de l'entrée en vigueur du premier schéma d'aménagement de la municipalité régionale de comté.

« **131.** Toute disposition visée à l'article 130.8 qui porte sur une matière qui, en vertu des articles 113 ou 115, peut être réglementée par zone ou par secteur, peut faire l'objet :

1° d'une requête de la part des personnes habiles à voter de la zone ou du secteur auquel elle s'applique;

2° d'une requête de la part des personnes habiles à voter de toute zone ou secteur contigu à celui auquel elle s'applique;

3° d'une requête conjointe de la part des personnes habiles à voter de trois zones ou secteurs parmi ceux auxquels est applicable une disposition du projet visée à l'article 130.8 et ceux contigus à ces derniers, mais dont aucun n'est contigu à celui auquel s'applique la disposition qui fait l'objet de la requête.

Toute disposition visée à l'article 130.8 qui porte sur une matière qui ne peut pas être réglementée par zone ou par secteur en vertu des articles 113 ou 115 peut faire l'objet d'une requête conjointe de la part des personnes habiles à voter de trois zones. Toutefois, est assimilée à une disposition visée au premier alinéa toute disposition, ayant pour objet de modifier la classification des constructions et des usages, adoptée en vertu du paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 113 et qui a pour effet de modifier les usages ou les constructions autorisés dans une zone.

Toute disposition adoptée en vertu du paragraphe 16.1° du deuxième alinéa de l'article 113 ou du paragraphe 4.1° du deuxième alinéa de l'article 115 peut faire l'objet d'une requête conjointe de la part des personnes habiles à voter de trois zones ou secteurs parmi ceux auxquels s'applique cette disposition, ou de l'ensemble des

zones ou secteurs auxquels elle s'applique si ces zones ou secteurs sont d'un nombre inférieur à trois.

« **132.** À la suite de l'adoption d'un second projet et dans les 90 jours de l'adoption du projet visé à l'article 130.2, le greffier ou le secrétaire-trésorier donne un avis public adressé aux personnes habiles à voter de l'ensemble des zones ou secteurs auxquels s'applique une disposition visée à l'article 130.8 et à celles des zones ou secteurs contigus à ces derniers.

Le titre de l'avis doit mentionner le numéro et le titre du projet et le fait que celui-ci peut faire l'objet de requêtes de la part des personnes habiles à voter afin qu'il soit soumis à leur approbation.

L'avis doit mentionner:

1° la date d'adoption du projet;

2° la date de l'assemblée publique tenue en vertu de l'article 130.3 et le fait que le projet a, depuis cette assemblée, subi ou non des modifications;

3° une brève description de l'objet des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une requête en vertu de l'article 131 ou le fait qu'un document explicatif du projet est gratuitement disponible au bureau de la municipalité;

4° le fait que ces dispositions peuvent faire l'objet d'une requête de la part des personnes habiles à voter des zones ou secteurs directement visés et des zones ou secteurs contigus conformément à l'article 131, afin qu'elles soient, selon le cas, soumises à leur approbation ou à l'approbation des personnes habiles à voter d'une partie ou de l'ensemble de la municipalité conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2);

5° les conditions de recevabilité d'une requête mentionnées au premier alinéa de l'article 133;

6° le fait que toutes les dispositions du projet qui n'auront fait l'objet d'aucune requête recevable pourront être adoptées par le conseil et seront alors réputées approuvées par les personnes habiles à voter;

7° l'endroit, les jours et les heures où le projet peut être consulté.

L'avis doit également, soit illustrer par croquis le périmètre des zones ou secteurs auxquels est applicable une disposition visée à l'article 130.8, soit les décrire sommairement par l'utilisation, autant que possible, du nom des voies de circulation.

« **133.** Les requêtes faites en vertu de l'article 131 doivent être transmises, dans les huit jours de la publication faite en vertu de l'article 132, au greffier ou au secrétaire-trésorier; elles doivent également identifier clairement la disposition visée et être signées:

1° par au moins douze personnes habiles à voter pour chacune des zones ou secteurs d'où provient la requête, ou

2° par la majorité d'entre elles pour chaque zone ou secteur où leur nombre est inférieur à vingt-trois.

Les dispositions de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2) qui concernent la façon pour une personne morale d'exercer ses droits et la façon de compter les personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire et les demandes de tenue d'un scrutin référendaire s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à la signature de la requête.

« **134.** Aux fins de l'application des articles 131 à 133, est une personne habile à voter toute personne qui, à la date de l'adoption du second projet, remplit les conditions, à l'exception de celle relative à la date de référence, pour être une personne habile à voter au sens de l'article 518 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2).

« §§ 2.2.2 — *Adoption et approbation par les personnes habiles à voter*

« **135.** À l'expiration du délai pour déposer les requêtes et sous réserve du deuxième alinéa, le conseil adopte le règlement; ce dernier est alors réputé approuvé par les personnes habiles à voter.

Toutefois, les dispositions ayant fait l'objet d'une requête en vertu de l'article 131 doivent, pour leur adoption, faire l'objet de règlements distincts conformément à l'article 136.

« **136.** Doivent être regroupées dans autant de règlements distincts, dans l'ordre de priorité suivant et chaque disposition ne devant se retrouver que dans un seul règlement :

1° en premier lieu, les dispositions, applicables à une même zone ou secteur, ayant fait l'objet d'une requête, en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 131, de la part des personnes habiles à voter d'une zone ou d'un secteur contigu à celui auquel elles s'appliquent ;

2° en second lieu, les dispositions, applicables à une même zone ou secteur, ayant fait l'objet d'une requête, en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 131, de la part des personnes habiles à voter de la zone ou du secteur auquel elles s'appliquent ;

3° enfin, les dispositions ayant fait l'objet d'une requête conjointe en vertu du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 131 et celles ayant fait l'objet d'une requête conjointe en vertu du deuxième alinéa de l'article 131.

Doivent également être regroupées dans un règlement distinct les dispositions ayant fait l'objet d'une requête conjointe en vertu du troisième alinéa de l'article 131.

« **136.1** Tout règlement adopté en vertu de l'article 136 doit, conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2), être approuvé par les personnes habiles à voter du secteur concerné. À cette fin, le secteur concerné est constitué :

1° pour chaque règlement visé au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 136, de la zone ou du secteur visé par le règlement et de l'ensemble des zones ou secteurs contigus d'où proviennent les requêtes ;

2° pour chaque règlement visé au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 136, de la zone ou du secteur visé par le règlement ;

3° pour chaque règlement visé au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 136, du territoire de la municipalité ;

4° pour chaque règlement visé au deuxième alinéa de l'article 136, des zones ou secteurs visés par le règlement.

« **137.** Lorsqu'un schéma d'aménagement est en vigueur sur le territoire de la municipalité, le greffier ou secrétaire-trésorier doit

donner à la municipalité régionale de comté un avis indiquant la date à laquelle tout règlement, adopté en vertu de l'article 136, est réputé avoir été approuvé par les personnes habiles à voter. ».

135. L'article 137.2 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa et après le mot « voter », de « en vertu de l'article 136.1 ».

136. L'article 137.3 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **137.3** Dans les 120 jours qui suivent la transmission prévue à l'article 137.2, le conseil de la municipalité régionale de comté doit approuver les dispositions du règlement qui sont conformes aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire et désavouer celles qui n'y sont pas conformes.

Doit être motivée la résolution par laquelle le conseil de la municipalité régionale de comté désavoue, en tout ou en partie, le règlement.

Le plus tôt possible après l'adoption de la résolution, le secrétaire-trésorier délivre un certificat de conformité à l'égard des dispositions qu'elle approuve et transmet une copie certifiée conforme du certificat et de la résolution à la municipalité. Toutefois, lorsque le règlement doit également être approuvé par les personnes habiles à voter et que cette approbation n'a pas encore été donnée au moment où le conseil donne la sienne, la délivrance et la transmission du certificat sont faites le plus tôt possible après que la municipalité régionale de comté a reçu l'avis prévu à l'article 137. ».

137. L'article 137.4 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **137.4** Le conseil de la municipalité peut demander à la Commission un avis sur la conformité aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire des dispositions du règlement désavouées par le conseil de la municipalité régionale de comté ou du règlement dans son ensemble si ce dernier fait défaut de se prononcer dans le délai prévu à l'article 137.3.

Le greffier ou le secrétaire-trésorier de la municipalité signifie à la Commission et à la municipalité régionale de comté une copie certifiée conforme de la résolution par laquelle l'avis est demandé, accompagnée d'une copie certifiée conforme du règlement concerné.

Cette copie doit être reçue par la Commission dans les 15 jours de la transmission faite en vertu du troisième alinéa de l'article 137.3 ou, selon le cas, de l'expiration du délai prévu à cet article. ».

138. L'article 137.5 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « règlement », des mots « , en tout ou en partie, » ;

2° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant :

« Le secrétaire-trésorier doit, le plus tôt possible après la réception de la copie de l'avis, délivrer un certificat de conformité à l'égard des dispositions du règlement dont l'avis indique qu'elles sont conformes aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire et en transmettre une copie certifiée conforme à la municipalité. Toutefois, lorsque le règlement doit également être approuvé par les personnes habiles à voter et que cette approbation n'a pas encore été donnée au moment où le secrétaire-trésorier reçoit l'avis de la Commission, cette délivrance et cette transmission sont faites le plus tôt possible après que la municipalité régionale de comté a reçu l'avis prévu à l'article 137. ».

139. L'article 137.8 de cette loi est modifié par la suppression, dans la quatrième ligne du troisième alinéa, des mots « et, à des fins d'enregistrement, à la Commission ».

140. L'article 137.11 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du troisième alinéa et après le mot « prévu », des mots « et peut demander et obtenir sans frais une copie certifiée conforme du plan et du règlement concernés ».

141. L'article 137.16 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **137.16** Sous réserve de l'article 105, tout règlement, visé à l'article 123 ou 130.1, d'une municipalité sur le territoire de laquelle n'est en vigueur aucun schéma d'aménagement :

1° doit, lorsqu'aucune mesure de contrôle intérimaire n'est en vigueur sur tout ou partie du territoire de la municipalité, être approuvé par le conseil de la municipalité régionale de comté et entre en vigueur à la date de cette approbation ;

2° entre en vigueur, dans les autres cas, conformément à la loi qui régit la municipalité en cette matière. ».

142. L'article 137.17 de cette loi est modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « à toute municipalité dont le territoire est contigu, ».

143. L'article 150 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de la phrase suivante: « Toutefois, lorsque ces dispositions sont celles du règlement et qu'aucune d'entre elles n'est applicable à l'intervention projetée, on tient compte, pour l'application du premier alinéa, du schéma d'aménagement. ».

144. L'article 159 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **159.** Une zone d'intervention spéciale est créée dans le but de résoudre un problème d'aménagement ou d'environnement dont l'urgence ou la gravité justifie, de l'avis du gouvernement, une intervention. ».

145. Les articles 204 à 204.8 de cette loi sont abrogés.

146. L'article 227 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 1° du premier alinéa et après le nombre « 145.21 », de « , une résolution prévue à l'article 62 »;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa et après le mot « conforme », des mots « à la résolution, ».

147. L'article 229 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la quatrième ligne du premier alinéa, de « de l'article 61 ou »;

2° par la suppression, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, de « 61 ou ».

148. L'article 230 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, de « de l'article 61 ou » par « d'une résolution adoptée en vertu de l'article 62 ou à l'encontre ».

149. L'article 241 de cette loi est abrogé.

LOI SUR LES IMMEUBLES INDUSTRIELS MUNICIPAUX

150. L'article 1 de la Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q., chapitre I-0.1) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le présent article ne s'applique pas aux dépenses engagées en application d'une entente conclue en vertu de l'article 13.1. ».

151. L'article 7 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Malgré le premier alinéa, une régie intermunicipale ne peut louer un immeuble aux fins mentionnées au premier alinéa, ou consentir un bail additionnel, pour une période allant au-delà de la date à laquelle prend fin une entente conclue conformément à l'article 13.1. ».

152. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 13, des suivants :

« **13.1** Une municipalité locale peut, conformément aux articles 468 à 469.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) ou aux articles 569 à 624 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1), et compte tenu des adaptations nécessaires, conclure une entente avec une autre municipalité locale pour réaliser tout objet mentionné à l'un des articles 2, 6 et 7.

L'entente peut également avoir pour objet la réalisation de travaux relatifs aux infrastructures et aux équipements municipaux destinés à desservir les immeubles acquis en vertu de l'article 2 ou utilisés conformément à la présente loi.

« **13.2** L'entente ne peut prévoir comme mode de fonctionnement que celui de la régie intermunicipale.

« **13.3** L'entente doit contenir, outre les mentions exigées par les articles 468.3 et 468.10 de la Loi sur les cités et villes ou par les articles 571 et 579 du Code municipal du Québec :

1° les règles de partage des revenus découlant de l'aliénation, de l'exploitation ou de la location d'immeubles qui excèdent ceux devant être employés à l'extinction des engagements contractés en vertu de la présente loi ;

2° les règles de partage des recettes provenant des taxes et des surtaxes, foncières et non foncières, ainsi que des compensations et des modes de tarification prélevées sur les immeubles aliénés, exploités ou loués en vertu de la présente loi ou à l'égard de ces immeubles;

3° le montant maximum des dépenses devant être supportées par chacune des municipalités parties à l'entente pour réaliser les objets qui sont visés au premier alinéa de l'article 13.1 et devant être financées autrement qu'en vertu d'un règlement d'emprunt.

L'entente peut prévoir que les règles établies en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa s'appliquent pour une période excédant la durée de l'entente. Les articles 468.53 et 469 de la Loi sur les cités et villes et les articles 622 et 623 du Code municipal du Québec s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, en cas de désaccord sur l'application de ces règles.

L'entente peut également prévoir le mode de répartition des contributions financières de chacune des municipalités parties à l'entente relatives au paiement des travaux relatifs aux infrastructures et aux équipements municipaux destinés à desservir les immeubles acquis en vertu de l'article 2 ou utilisés conformément à la présente loi.

« **13.4** La résolution autorisant la conclusion d'une entente visée à l'article 13.1 doit être soumise à l'approbation des personnes habiles à voter.

Le premier alinéa ne dispense pas l'entente de l'approbation du ministre des Affaires municipales prévue à l'article 468.1 de la Loi sur les cités et villes et à l'article 570 du Code municipal du Québec.

Le premier alinéa ne s'applique pas à la Ville de Québec.

« **13.5** Une régie intermunicipale est réputée être une municipalité locale aux fins de l'application des articles 6.0.1 et 6.0.2, du premier alinéa de l'article 10 et des articles 11 et 12.

« **13.6** Un immeuble transféré à une municipalité par l'effet de la dissolution d'une régie intermunicipale est réputé avoir été acquis par cette municipalité en vertu de l'article 2.

« **13.7** Une municipalité locale peut conclure, avec le propriétaire d'un immeuble situé sur son territoire et acquis d'une régie intermunicipale en application d'une entente conclue en vertu

de l'article 13.1, une convention aux fins de lui accorder un crédit ayant pour effet de compenser, en tout ou en partie, la différence entre le montant de taxe et de surtaxe, foncière et non foncière, ainsi que de compensation et modes de tarification qu'il doit payer relativement à son immeuble et celui qu'il devrait payer si celui-ci était situé dans la partie du territoire d'une autre municipalité où s'applique cette entente.

Cette municipalité peut également conclure une convention, aux mêmes fins que celles visées au premier alinéa, avec le locataire d'un immeuble situé sur son territoire et appartenant à cette région intermunicipale.

La durée de la convention conclue en vertu du premier ou du deuxième alinéa ne peut excéder la durée d'application des règles visées au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 13.3. Cette convention cesse toutefois de s'appliquer, dans le cas du premier alinéa, dès que l'immeuble qui y est visé cesse d'être utilisé à des fins industrielles, para-industrielles ou de recherche et, dans le cas du deuxième alinéa, dès que le bail prend fin.

Le présent article s'applique malgré la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15). ».

LOI SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX

153. L'article 1 de la Loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q., chapitre T-11.001) est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes, des mots « à une municipalité régionale de comté, ».

154. L'article 2 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « et celle de ses conseillers » par les mots « , de son préfet et de ses autres membres » ;

2° par le remplacement des troisième et quatrième alinéas par les suivants:

« Les fonctions particulières pouvant donner lieu à une rémunération additionnelle sont les suivantes:

1° maire suppléant;

2° préfet suppléant;

3° président du conseil ;

4° président, vice-président, président intérimaire et membre du comité exécutif d'une municipalité locale et conseiller associé à celui-ci ;

5° membre du comité administratif d'une municipalité régionale de comté ;

6° délégué d'une municipalité régionale de comté ;

7° président, vice-président et membre d'une commission ou d'un comité.

Le total de la rémunération de base et de toute rémunération additionnelle d'un membre du conseil autre qu'un maire ou un préfet ne peut excéder 90 % du total de la rémunération de base et de toute rémunération additionnelle du maire ou, selon le cas, du préfet.

Tout règlement qui affecte la rémunération du maire ou du préfet doit, pour être adopté, obtenir le vote favorable de celui-ci. ».

155. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 2, des suivants :

« **2.1** Pour toute fonction visée à l'article 2 qui est exercée au sein d'une municipalité régionale de comté, une rémunération ou une rémunération additionnelle peut être rattachée à chaque catégorie de compétences de la municipalité régionale de comté. L'ensemble des compétences aux fins de l'exercice desquelles le même groupe de membres du conseil est habilité à participer aux délibérations et au vote constitue une catégorie.

Dans le cas prévu par le premier alinéa, le membre du conseil reçoit la rémunération ou la rémunération additionnelle qui est rattachée à la catégorie de compétences aux fins de l'exercice desquelles il est habilité à participer aux délibérations et au vote du conseil.

« **2.2** Dans le cas prévu par l'article 2.1, l'établissement d'une rémunération ou d'une rémunération additionnelle rattachée à une catégorie de compétences est censé faire partie de l'exercice de ces compétences, aux fins de déterminer qui a droit de participer aux délibérations et au vote du conseil à ce sujet.

Ne peuvent être établies dans un même règlement que les rémunérations et les rémunérations additionnelles au sujet desquelles les mêmes membres du conseil sont habilités à participer aux délibérations et à voter.

«**2.3** Dans le cas prévu par l'article 2.1, les dépenses de la municipalité régionale de comté découlant du paiement d'une rémunération ou d'une rémunération additionnelle rattachée à une catégorie de compétences sont réputées faire partie des dépenses découlant de l'exercice de ces compétences, aux fins de déterminer qui doit contribuer à leur financement. ».

156. L'article 3 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Elle peut également être fixée en combinant la rémunération fixée en fonction de la présence du membre mentionnée au premier alinéa avec tout autre mode de rémunération prévu à cet alinéa. ».

157. L'article 5 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, de « jusqu'à concurrence de 6 % » ;

2° par la suppression, dans les sixième et septième lignes du cinquième alinéa, de « ou, selon le cas, sur celui de 6 % ».

158. L'article 6 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Le présent article s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, au remplacement du préfet par le préfet suppléant. ».

159. L'article 8 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le mot « exécutif », des mots « dans le cas d'une municipalité locale ou par le comité administratif dans le cas d'une municipalité régionale de comté ».

160. L'article 9 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« En plus d'être affiché, l'avis donné par le secrétaire-trésorier d'une municipalité régionale de comté est publié dans un journal diffusé dans le territoire de la municipalité, dans le même délai. ».

161. L'article 14 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **14.** L'excédent prévu à l'article 20 s'ajoute au montant établi conformément aux articles 12 et 13 pour déterminer la rémunération annuelle minimale que doit recevoir un maire. ».

162. L'article 18 de cette loi est abrogé.

163. L'article 19 de cette loi est modifié par la suppression, dans la troisième ligne du premier alinéa, de « ou 18 ».

164. L'article 20 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **20.** Lorsque le montant égal à la moitié de celui de la rémunération du maire prévue aux articles 12 et 13 excède le maximum prévu à l'article 22, l'excédent lui est versé à titre de rémunération plutôt que d'allocation de dépenses. ».

165. L'article 22 de cette loi est modifié par la suppression, dans la cinquième ligne du premier alinéa, de « Toutefois, l'indexation n'est pas limitée à 6 % ». ».

166. L'article 24 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, de « l'un des articles 17 ou 18 » par « l'article 17 » ;

2° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « exécutif », des mots « ou, selon le cas, au comité administratif ».

167. L'article 25 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Toutefois, le maire et le préfet ne sont pas tenus d'obtenir cette autorisation préalable lorsqu'ils agissent dans l'exercice de leurs fonctions. Il en est de même pour le membre du conseil que le maire ou, selon le cas, le préfet désigne pour le remplacer lorsqu'il lui est impossible de représenter la municipalité. ».

168. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 26, des suivants :

« **26.1** Le conseil d'une municipalité régionale de comté peut, par règlement, décréter le remboursement des dépenses effectuées par ses membres pour assister aux séances du conseil, de ses comités

ou du bureau des délégués. Le règlement peut prescrire les cas où un remboursement s'applique et les modalités du remboursement.

«**26.2** Une municipalité peut verser à un de ses membres autorisé en vertu de l'article 25 à effectuer un déplacement pour le compte de la municipalité une avance dont le montant ne peut excéder les coûts prévisibles des repas, des couchers et du transport.

Au plus tard quinze jours après avoir effectué le déplacement pour lequel une avance lui a été versée, le membre du conseil doit, si le montant de cette avance excède celui de l'ensemble des dépenses pour lesquelles il a droit à un remboursement, rembourser à la municipalité cet excédent. ».

169. L'article 28 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « exécutif », des mots « ou au comité administratif, selon qu'il s'agit d'une municipalité locale ou d'une municipalité régionale de comté, ».

170. L'article 30 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « ou, selon le cas, le comité exécutif » par les mots « , le comité exécutif ou le comité administratif, selon le cas, ».

171. L'article 30.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa et après le mot « municipalité », du mot « locale ».

172. L'article 31 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa et après le mot « municipalité », du mot « locale »;

2° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « municipalité », du mot « locale ».

CHARTRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

173. L'article 107 de la Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102), remplacé par l'article 15 du chapitre 77 des lois de 1977 et modifié par l'article 7 du chapitre 40 des lois de 1980, par l'article 849 du chapitre 57 des lois de 1987, par l'article 9 du chapitre 87 des lois de 1988, par l'article 68 du chapitre 27 des lois de 1992, par l'article 5 du chapitre 82 des lois de 1993, par l'article 3 du chapitre 53 des lois de 1994 et par l'article 82 du chapitre 34 des lois

de 1995, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 3.1 par le suivant :

«3.1 Une demande de soumissions publiques relative à un contrat de construction comportant une dépense de 100 000 \$ et plus doit être publiée soit dans un quotidien diffusé principalement au Québec, soit dans un système électronique d'appel d'offres et dans un journal diffusé sur le territoire de la ville. ».

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

174. Aucune location d'un bien meuble ou immeuble faite par une municipalité avant le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)* ne peut être invalidée en raison d'un défaut de compétence de la municipalité de louer un tel bien.

Le premier alinéa ne s'applique pas aux causes pendantes le *(indiquer ici la date de la présentation de la présente loi)*.

175. Aucun fonds de pension de retraite au bénéfice des fonctionnaires et employés d'une municipalité ne peut être déclaré invalide pour la raison qu'il a été établi ou modifié par résolution avant l'entrée en vigueur des articles 12 et 51.

Le premier alinéa ne s'applique pas aux causes pendantes le *(indiquer ici la date de la présentation de la présente loi)*.

176. Jusqu'à ce qu'elle adopte un règlement en vertu de l'article 478.1 de la Loi sur les cités et villes, que modifie l'article 18, ou en vertu de l'article 962.1 du Code municipal du Québec, que modifie l'article 62, une municipalité peut réclamer des frais d'administration n'excédant pas 10 \$ du tireur d'un chèque ou d'un ordre de paiement dont le paiement est refusé par le tiré.

177. Toute résolution adoptée en vertu des articles 48 ou 56 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, prévoyant un contrôle intérimaire qui s'applique sur tout ou partie du territoire d'une municipalité le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*, et qui n'a pas été abrogée le *(indiquer ici la date qui suit de 90 jours la date de la sanction de la présente loi)* cesse d'avoir effet à cette date.

178. Les articles 63 à 75 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, remplacés par l'article 97, continuent de s'appliquer à un règlement de contrôle intérimaire adopté par une municipalité régionale de comté dans le cadre de l'élaboration de son schéma

d'aménagement et en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

Les articles 61 à 75.1 de cette loi, édictés par l'article 97, s'appliquent lorsqu'une municipalité régionale de comté veut modifier un règlement visé au premier alinéa.

179. Les articles 65 à 75.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, édictés par l'article 97, s'appliquent à un règlement de contrôle intérimaire adopté avant le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) par une municipalité régionale de comté dans le cadre du processus de modification ou de révision de son schéma d'aménagement.

180. Les articles 130.7 et 130.8 à 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, tels qu'édictés par les articles 133 et 134, s'appliquent à tout projet de règlement visé à l'article 130.2 de cette loi et adopté avant le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

181. Les articles 130.8 à 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, remplacés par l'article 134, continuent de s'appliquer aux règlements adoptés avant le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) en vertu de l'article 130.7 de cette loi.

182. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).